



**Comparution de la Coalition pour la diversité des expressions culturelles
(CDEC) devant le Comité permanent du commerce international**

**Appearance of the Coalition for the Diversity of Cultural Expressions (CDEC)
before the Standing Committee on International Trade**

***Le Canada et la prochaine revue ACÉUM : préserver une exception culturelle
globale***

***Canada and the Upcoming CUSMA Review: Preserving a Comprehensive
Cultural Exemption***

17 novembre, 16h30 à 17h30

November 17, 4:30 p.m. to 5:30 p.m.

En ligne /Online

L'allocution prononcée fait foi

Marie-Julie Desrochers :

Mesdames, Messieurs,
Je suis la directrice générale de la Coalition pour la diversité des expressions culturelles, et je suis accompagnée d'Hélène Messier, coprésidente francophone de la Coalition et présidente directrice générale de l'Association québécoise de la production médiatique.

Check Against Delivery

Marie-Julie Desrochers:

Ladies and Gentlemen,
I am the Executive Director of the Coalition for the Diversity of Cultural Expressions, and I am joined today by Hélène Messier, the Coalition's Francophone Co-President and CEO of the Quebec Media Production Association.

As we have simultaneous interpretation, I will speak in French, but it is important for me to emphasize the pan-Canadian nature of our organization.

Depuis plus de vingt-cinq ans, la Coalition porte et amplifie la voix du secteur culturel canadien, à la fois anglophone et francophone. Nous représentons plus de 350 000 créateurs, créatrices et artistes, ainsi que plus de 3 000 entreprises culturelles des secteurs de l'audiovisuel, de la musique, du livre, des arts visuels, des arts numériques et des arts de la scène, à travers le pays.

For more than twenty-five years, the Coalition has carried and amplified the voice of Canada's cultural sector, both English- and French-speaking. We represent more than 350,000 creators and artists, as well as over 3,000 cultural enterprises in the audiovisual, music, book, visual arts, digital arts, and performing arts sectors across the country.

Notre mission fondamentale : veiller à ce que les biens et services culturels

Our core mission is to ensure that cultural goods and services are

soient exclus des accords commerciaux internationaux, afin de préserver la capacité du Canada à adopter des politiques qui soutiennent sa culture.

Notre travail s'appuie sur la Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, qui affirme que – et je cite « les activités, biens et services culturels ont une double nature, économique et culturelle, parce qu'ils sont porteurs d'identités, de valeurs et de sens et qu'ils ne doivent donc pas être traités comme ayant exclusivement une valeur commerciale ». fin de la citation. De plus, la Convention et je cite à nouveau « reconnaît le droit souverain des États de conserver, d'adopter et de mettre en œuvre les politiques et mesures qu'ils jugent appropriées pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles sur leur territoire. » fin de la citation

Le Canada a été le premier pays à avoir ratifié cette convention et il est reconnu, depuis, comme un chef de file dans sa mise en œuvre.

excluded from international trade agreements, so that Canada retains the ability to adopt policies that support its culture.

Our work is grounded in UNESCO's 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions, which states — and I quote — that “cultural activities, goods, and services have both an economic and a cultural nature, because they convey identities, values and meanings, and therefore must not be treated as solely having commercial value.” End of quote. The Convention further — and again I quote — “recognizes the sovereign right of States to maintain, adopt and implement the policies and measures that they deem appropriate for the protection and promotion of the diversity of cultural expressions within their territory.” End of quote.

Canada was the first country to ratify this Convention and has since been recognized as a leader in its implementation.

C'est dans ce même esprit qu'une clause d'exemption culturelle a historiquement été intégrée dans nos accords commerciaux avec les États-Unis, depuis l'Accord de libre-échange de 1988, jusqu'à sa préservation dans l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. Cette exemption permet d'exclure les industries culturelles de la portée de l'accord, afin que le Canada conserve la liberté de soutenir ses industries culturelles.

It is in that same spirit that a cultural exemption clause has historically been included in Canada's trade agreements with the United States, from the 1988 Free Trade Agreement through to its preservation in the Canada-United States-Mexico Agreement. This exemption ensures that cultural industries are carved out from the scope of the agreement, allowing Canada to retain the freedom to support its cultural industries.

Aujourd'hui, cet acquis est plus essentiel que jamais. Alors que des pressions s'exercent de la part de nos partenaires commerciaux américains sur certaines mesures canadiennes visant à soutenir ses industries audiovisuelles et musicales, la Coalition rappelle que la culture canadienne n'est pas négociable : dans toute sa richesse et sa diversité, elle doit rester exclue des négociations commerciales en cours avec les États-Unis.

Today, this achievement is more essential than ever. As pressure grows from our American trade partners in response to certain Canadian measures aimed at supporting its audiovisual and music industries, the Coalition stresses that Canadian culture is not negotiable: in all its richness and diversity, it must remain excluded from ongoing trade negotiations with the United States.

L'importance de l'exemption culturelle n'est pas symbolique. Rappelons le poids économique considérable des industries culturelles. Selon une étude rendue publique en octobre 2025 par Arts & Business Data Lab, le secteur culturel canadien a contribué en 2024 à hauteur de 65 milliards de dollars à l'économie nationale, représentant 2 % du PIB et soutenant 1,1 million d'emplois à travers le pays. Le secteur des arts, du divertissement et des loisirs soutient davantage d'emplois par million de dollars de production que des secteurs comme le commerce, la construction, l'agriculture ou le pétrole et le gaz.

Hélène Messier

Le secteur que je représente, celui de l'audiovisuel, génère à lui seul près de 180 000 emplois au Canada. L'industrie audiovisuelle contribue pour près de 11 milliards de \$ au PIB avec une valeur de production de 9,6 milliards \$.

L'industrie audiovisuelle forge notre identité à travers les contenus qu'elle porte à l'écran et qui divertissent,

The importance of the cultural exemption is not symbolic. Let us recall the significant economic weight of cultural industries. According to a study released in October 2025 by Arts & Business Data Lab, Canada's cultural sector contributed \$65 billion to the national economy in 2024, representing 2% of GDP and supporting 1.1 million jobs across the country. The arts, entertainment, and recreation sector supports more jobs per million dollars of output than sectors such as retail trade, construction, agriculture, or oil and gas.

Hélène Messier

The sector I represent — the audiovisual sector — generates nearly 180,000 jobs in Canada. The audiovisual industry contributes close to \$11 billion to GDP, with a production value of \$9.6 billion.

The audiovisual industry shapes our identity through the content it brings to the screen — content that entertains,

informent et rassemblent la population canadienne. Les Canadien(ne)s ont d'ailleurs affirmé leur attachement aux contenus culturels canadiens dans un sondage récent effectué à la demande de la Canadian Media Producers Association.

Les résultats indiquent que 91 % des Canadien(ne)s croient qu'il est important de protéger la culture et l'identité canadiennes particulièrement face à l'influence exercée par les États-Unis. 86 % des répondant(e)s estiment également que le gouvernement du Canada devrait soutenir activement les industries culturelles et créatives par le biais de crédits d'impôt et de financement direct. C'est précisément pour protéger cette richesse que le maintien d'une clause d'exemption culturelle dans l'ACÉUM est capital.

À cet égard, la CDEC rappelle l'engagement clair du gouvernement canadien dans les négociations commerciales avec les États-Unis : la langue française, la culture canadienne et québécoise, ne seront jamais sur la

informs, and brings Canadians together. Canadians themselves reaffirmed their attachment to Canadian cultural content in a recent survey conducted for the Canadian Media Producers Association.

Results show that 91% of Canadians believe it is important to protect Canadian culture and identity, particularly in the face of U.S. influence. Moreover, 86% of respondents believe that the Government of Canada should actively support cultural and creative industries through tax credits and direct funding. It is precisely to safeguard this richness that maintaining a cultural exemption clause in CUSMA is critical.

In this regard, the CDEC notes the clear commitment made by the Canadian government in trade negotiations with the United States: the French language, and Canadian and Quebec culture, will never be on the table. This commitment

table. Cet engagement a été affirmé pendant la campagne électorale par le Premier ministre puis réitéré le 7 octobre dernier, lors d'un événement organisé par la CMPA, par Steven Guilbeault.

Ces engagements sont rassurants, mais nous souhaitons faire valoir qu'une vigilance allant au-delà de l'exemption s'impose. En effet, l'essor de l'IA générative, qui transforme profondément l'écosystème culturel, génère des défis sans précédent pour la diversité culturelle. Cela met en lumière la nécessité de surveiller attentivement toutes les clauses relatives au commerce numérique et à l'IA dans les accords commerciaux.

Il est essentiel d'agir aujourd'hui pour éviter que nos engagements commerciaux ne limitent notre capacité à soutenir notre culture.

was made during the electoral campaign by the Prime Minister and reiterated on October 7 during an event organized by the CMPA, by Minister Steven Guilbeault.

These commitments are reassuring, but we believe that vigilance beyond the exemption itself is necessary. The rise of generative AI, which is profoundly transforming the cultural ecosystem, is creating unprecedented challenges for cultural diversity. This underscores the need to carefully monitor all clauses relating to digital trade and AI in trade agreements.

It is essential to act now to ensure that our trade commitments do not limit our ability to support our own creative works.